

PIÈCES À FOURNIR

Documents communs à toutes les demandes + compléments par type d'inscription

PIÈCES COMMUNES À TOUTES LES DEMANDES

- ▶ **Diplômes du Master 2** (Relevés de notes non acceptés)
- ▶ **CV** détaillant vos expériences professionnelles jusqu'à ce jour
- ▶ **Déclaration sur l'honneur** ci-jointe (dûment remplie et signée)
- ▶ **Justificatifs de vos conditions d'exercice** (selon votre cas) :
 - **Contrat de collaboration** (libérale ou salariée) — doit obligatoirement mentionner que « le contrat prendra effet à compter de la date de prestation » sans indiquer de date précise
([Modèle du contrat de collaboration type du barreau](#))
 - **Contrat d'exercice en qualité d'associé** ou procès-verbal d'intégration et acte de cession de parts ou d'actions
 - **Justificatif des locaux pour l'exercice en individuel** : contrat de bail | contrat de sous-location accompagné du bail principal | titre de propriété accompagné du règlement de copropriété | convention de domiciliation (*[modèle de la convention de domiciliation type du barreau](#)*)
Consulter le guide du domicile professionnel pour plus d'informations
 - **Création de votre structure d'exercice** : statuts, PV de nomination du dirigeant, justificatif des locaux, récépissé de dépôt au GTC (des frais complémentaires de 500€ pour l'inscription de votre structure vous seront demandés au terme de votre demande)
- ▶ **Carte nationale d'identité ou passeport** en cours de validité (recto / verso)
- ▶ **Titre de séjour ou carte de résident** en cours de validité
- ▶ **Acte de naissance** pour les ressortissants étrangers
Extrait du Casier Judiciaire Français (B3) daté de moins de 3 mois — l'exemplaire dématérialisé suffit *Demande en ligne* : casier-judiciaire.justice.gouv.fr
- ▶ **Le cas échéant — Extrait du Casier Judiciaire** de votre pays de naissance et/ou de votre double nationalité (daté de moins de 6 mois)

Tous les documents qui ne sont pas établis en français doivent faire l'objet d'une traduction officielle.

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES SELON LE TYPE DE DEMANDE

1. Première inscription — Prestation de serment

- ▶ **CAPA** (copie du diplôme ou attestation de réussite)
- ▶ **Si vous n'êtes pas ressortissant d'un pays membre de l'UE** :
 - **Convention de réciprocité** entre la France et votre Pays d'origine

2. Transfert de barreau

- ▶ Attestation de réalisation des heures de formation continue
- ▶ **Si vous avez déclaré au moins une mention de spécialisation** : joindre le(s) certificat(s) de spécialisation

3. Inscription au visa de l'article 97 (décret n°91-1197 du 27 nov. 1991)

- ▶ **Justificatifs de votre activité professionnelle** :
 - Certificats de travail, état de service et tous documents permettant de justifier les fonctions occupées
 - Justificatif(s) de la cessation du contrat de travail ou de la mise en disponibilité

4. Inscription au visa de l'article 98 (décret n°91-1197 du 27 nov. 1991)

Phase 1 — Admissibilité à l'examen de déontologie

- ▶ **Diplômes du Master 2** (obtenu avant vos 8 années d'expérience pour l'alinéa 6)
- ▶ **Justificatifs de votre activité professionnelle** (correspondant à l'alinéa invoqué) :
 - Fiches de paye des mois de janvier et décembre pour au moins 5 ans (alinéas 1° et 2°) ou au moins 8 ans (alinéas 3° à 7°)
 - Contrat de travail
 - Certificat de travail
 - 2 attestations de moralité sur papier à en-tête émanant de personnalités du monde juridique ou judiciaire

Phase 2 — Après réussite de l'examen

Contactez le service de l'exercice professionnel : exerciceprofessionnel@barreau92.com

- ▶ **Attestation de réussite à l'examen de l'article 98-1**
- ▶ **Justificatif de cessation de l'activité professionnelle** (certificat de travail du dernier employeur, décision de démission ou de mise en disponibilité de la fonction publique)
- ▶ **Extrait de casier judiciaire (B3)** de moins de 3 mois

5. Avocat européen — art. 99 (reconnaissance d'une qualité acquise dans un État membre de l'UE)

- ▶ **Examen d'aptitude du CNB** (ou décision de dispense)
- ▶ **Certificate of Good Standing** remis par votre Barreau d'origine

6. Avocat non européen — art. 100

- ▶ **Examen d'aptitude du CNB** (ou décision de dispense)
- ▶ **Certificate of Good Standing** remis par votre Barreau d'origine
- ▶ **2 attestations de moralité** établies sur papier à en-tête par des personnalités du monde juridique ou judiciaire de votre État d'origine

Pour les avocats étrangers (art. 99 et 100) : fournir en sus une Attestation d'inscription auprès du barreau étranger de moins de 3 mois. Si bureau secondaire en France ou à l'étranger, joindre la délibération du Conseil de l'Ordre du barreau d'accueil ou tout autre justificatif.

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) _____

Ai l'honneur de solliciter mon inscription au tableau du barreau des Hauts-de-Seine.

Type de demande :

- Prestation de serment Transfert de barreau

Décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 :

- Article 97 Article 98 Avocat européen (art.99) Avocat non européen (art.100)

Conformément aux règles déontologiques de la profession d'avocat, je m'engage :

- ▶ à n'occuper aucune fonction incompatible avec la profession d'avocat en France et à l'étranger, à compter de ma prestation de serment et à respecter les dispositions des articles 21 à 35 du décret n°2023-552 du 30 juin 2023.
- ▶ à respecter les règles déontologiques de la profession d'Avocat,
- ▶ à prévenir immédiatement le Service de l'Exercice Professionnel de toutes modifications de mes conditions d'exercice, de changement d'adresse professionnelle en envoyant un mail à : exerciceprofessionnel@barreau92.com et à effectuer les démarches qui m'incombent,
- ▶ à ouvrir un compte bancaire professionnel distinct de mon compte personnel et selon sa nécessité un compte CARPA (excepté pour les collaborateurs salariés).

Je déclare en outre sur l'honneur que les informations figurant dans le présent formulaire et exposées ci-dessous sont complètes et exactes.

Questions communes à toutes les demandes

1. Avez-vous ou avez-vous eu, en France ou à l'étranger, un mandat social (administrateur, gérant de société...) ou public (conseiller municipal, parlementaire...) ? **Oui** **Non**

Si oui fournir : Mandat social (administrateur, gérant de société...) ou public (conseiller municipal, parlementaire...) détaillé sur feuille simple + copie du journal officiel (si mandat public) ou statuts, dernier bilan et extrait kbis (si mandat social)

2. Avez-vous été l'auteur de faits ayant donné lieu à une condamnation pénale (même si cette condamnation n'apparaît pas au B3) pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ?

Oui **Non**

Si oui fournir : Condamnation pénale détaillée sur feuille simple + copie de la décision

3. Faites-vous l'objet de poursuites pénales en cours ? **Oui** **Non**

Si oui fournir : Poursuites pénales en cours détaillées sur feuille simple + copie de la décision et éventuellement du certificat de non-appel

4. Dans l'hypothèse d'une mise en examen assortie d'une mesure de contrôle judiciaire, veuillez fournir un document détaillant les obligations dudit contrôle judiciaire.

5. Avez-vous été l'auteur de faits ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation ? **Oui** **Non**

Si oui fournir : Faits ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative à détailler sur une feuille simple + copie de la décision

6. Avez-vous été déclaré coupable d'un délit ou d'un crime par une juridiction française ou étrangère ?

Oui Non

Si oui fournir : Délit ou crime dont vous avez été déclaré coupable à détailler sur une feuille simple + copie de la décision

7. Avez-vous fait l'objet d'un jugement de condamnation, d'une décision de déchéance en France ou à l'étranger ? Oui Non

Si oui fournir : Une copie de la décision rendue

8. Avez-vous déclaré un état de cessation de paiement, ou avez-vous été assigné ou faites-vous actuellement l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire ?

Oui Non

Si oui fournir : Une copie de la déclaration de cessation de paiement, ou de l'assignation et/ou du jugement de la procédure de sauvegarde, de redressement, de liquidation judiciaire

9. Êtes-vous en irrégularité vis-à-vis de vos obligations déclaratives auprès des administrations fiscales et sociales en France et à l'étranger ? Oui Non

Si oui fournir : sur une feuille simple le détail des irrégularités vis-à-vis de vos obligations déclaratives

10. Avez-vous précédemment sollicité votre inscription auprès du Barreau de Paris ou d'un autre barreau qui aurait alors fait l'objet d'un rejet ? Oui Non

Si oui fournir : Inscription demandée auprès du Barreau de Paris ou d'un autre Barreau à détailler sur une feuille simple en précisant la date et le barreau concerné + copie de la décision rendue

Questions complémentaires — Avocats étrangers (art. 99 et 100 uniquement)

1. À quel barreau étranger êtes-vous inscrit ? _____

Fournir une Attestation d'inscription du barreau étranger de moins de 3 mois

2. Disposez-vous d'un bureau secondaire en France ou à l'étranger ? Oui Non

Si oui fournir : Délibération du Conseil de l'Ordre du barreau d'accueil (pour un bureau secondaire en France), attestation d'inscription dudit bureau ou tout autre justificatif (pour un bureau à l'étranger) et adresse déclarée auprès de ce barreau

Je prends acte que cette déclaration sur l'honneur, pour les besoins de l'instruction de ma demande, pourra faire l'objet de vérifications complémentaires par les autorités compétentes et notamment par la Cour d'Appel de Versailles et que toute déclaration mensongère ou information dissimulée sera alors sanctionnée, et pourra le cas échéant donner lieu à la mise en place d'une procédure disciplinaire.

Pour les Avocats étrangers (art. 99 et 100 uniquement)

Je m'engage à respecter les règles déontologiques du barreau des Hauts-de-Seine et marque mon accord pour que mon barreau d'origine et le barreau des Hauts-de-Seine puissent échanger toute information pertinente relative à mes activités professionnelles.

Fait à _____

Le _____

Signature :